

**EMBARGO JUSQU'AU 31 JUILLET 2006 À 20 H. 30**

**Fête nationale et fête binationale franco-suisse de Goumois, 31 juillet 2006  
Allocution de Maxime Zuber, député-maire de Moutier**

**Retour de l'Homme et des valeurs humanistes au centre  
de la société et de son économie**

---

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités,  
Mesdames, Messieurs, citoyennes et citoyens de Suisse, de France et d'ailleurs,  
Chers amis Jurassiens,

D'ordinaire, les usages diplomatiques en vigueur ne permettent pas à un maire de prononcer un discours officiel sur le territoire d'une autre commune que la sienne. Par ailleurs, les affaires étrangères relevant exclusivement du ressort des autorités fédérales, cette interdiction vaut tout particulièrement lorsque la commune en question se trouve à cheval sur la frontière. Il faut donc des circonstances particulières pour transgresser un protocole bien établi préservant les précieuses prérogatives des présidents de communes qui, en général, se montrent assez sourcilleux sur le sujet. Pourtant, grâce à la bienveillance des maires de céans, celui de la ville de Moutier a l'occasion de s'exprimer *extra-muros*, dans le cadre magnifique de Goumois, et de répondre ainsi à l'aimable invitation de M. Jean-Marie Aubry. En tant que patriote jurassien, j'ai toujours maudit le Traité de Vienne, au terme duquel le Jura a été remis en gage au Canton de Berne. J'ignorais, jusqu'à ce jour, que le même traité eut pour effet de partager votre village en deux communes, l'une française et l'autre suisse. Le fait que je prenne la parole en territoire helvétique m'épargnera une injonction des services de Mme la Conseillère fédérale Calmy-Rey. C'est toutefois aux citoyennes et aux citoyens de part et d'autre de la frontière, que j'ai le plaisir d'adresser ce soir le plus cordial salut.

À la veille de la Fête nationale suisse, il m'appartient de vous faire part de quelques réflexions personnelles que m'inspire cette occasion habituellement réservée à la déclamation de slogans patriotiques et de formules convenues à la gloire de notre État fédéral et de ses vertus démocratiques. « L'amour fait des fous, le mariage des cocus, le patriotisme des imbéciles malfaisants », affirmait Paul Léautaud. Doit-on alors s'inquiéter de l'émergence, observée ces dernières années, de ce nouveau phénomène qualifié de « néo-patriotisme », qui s'illustre par le besoin d'un nombre croissant d'individus d'afficher ostensiblement leur appartenance à un pays, d'exprimer leur attachement à une nation, d'arborer une bannière, un drapeau, des couleurs en lesquelles ils se reconnaissent. Cette tendance qui, en soi, n'a rien de répréhensible pour peu qu'elle ne dérape pas vers le fanatisme, le néo-nationalisme, le nombrilisme

ou l'ostracisme, correspond en fait à une quête d'identité, à la recherche de racines et de repères.

Alors que sa première patrie est le sein de sa mère, l'Homme se trouve en effet aujourd'hui abandonné, tel un pion dérisoire, dans une économie globalisée en mains de quelques *top-managers*, seuls décideurs authentiques d'une société mondialisée qui entretient l'illusion démocratique.

Nous subissons en effet aujourd'hui l'invasion d'une nouvelle force conquérante, celle de « l'ultra-libéralisme » aveugle, tout-puissant, d'origine essentiellement anglo-saxonne, ultime avatar de ces philosophies pragmatistes et matérialistes qui voient l'homme comme un être naturellement mû par le désir et l'appât du gain. Tout comme les soldats de Cortès pillaient et assassinaient en brandissant la croix, les nouveaux conquistadors avancent sous la bannière des Droits de l'Homme et au service, assurent-ils, de la démocratie et de l'individu<sup>1</sup>. Mais de quel « homme » parle-t-on ici ? À quoi ressemble ce « moi » qui n'existe plus qu'en fonction de ce qu'il produit, achète, consomme, épargne ? Qui sue sang et eau au service de l'actionnaire pour accéder à une espèce d'existence abstraite et statistique.

Comment le citoyen lambda pourrait-il aujourd'hui s'identifier à cette jungle libérale peuplée de prédateurs et dans laquelle l'anglo-américain impose sa dominance utilitaire ? Vibrerait-il autant, comme supporter, si la Coupe du monde de football réunissait les équipes fanions de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale plutôt que celles de la France, de la Suisse, de l'Italie et du Brésil ?

En fait, les dérives globalisantes auxquelles nous assistons ces dernières décennies ont pour effet naturel et symétrique de provoquer une démarche citoyenne d'enracinement culturel, de quête identitaire, de recherche de valeurs refuge et parfois, hélas aussi, de repli sur soi. Ceci explique sans doute l'apparition, en Europe notamment, de ce néo-patriotisme qui s'illustre par l'expression d'un attachement presque ombilical aux cellules démocratiques gigognes : commune, région, pays et qui s'est traduit aussi par une aspiration à l'émancipation régionale (Catalogne, Länder allemands, etc...). Ceci explique probablement aussi la méfiance dont certains citoyens ont fait preuve à l'égard de la construction d'une Europe qu'ils veulent plus sociale et plus politique, d'une Europe qui soit davantage qu'une zone économique de libre-échange. Commentant récemment l'OPA hostile sur Arcelor, qui vient de donner naissance au mastodonte de la sidérurgie Arcelor Mittal, Michel Rocard<sup>2</sup>, en a appelé à l'intervention politique et à la promulgation de nouvelles lois empêchant de grands groupes extra européens de s'emparer d'entreprises européennes fleurons de leur secteur d'activité. Il prétend en outre que « le non au référendum européen s'explique largement par un refus de ce capitalisme contemporain, producteur de rejet, de colère, d'apathie démocratique ».

**Cette exigence citoyenne exprime en vérité aussi l'attente d'un retour de la politique sur une scène progressivement abandonnée aux seuls pouvoirs**

---

<sup>1</sup> Pascal Lainé, « Casanova, dernier amour », cité de mémoire.

<sup>2</sup> « Libération », 6 février 2006.

**économiques.** Chez nous, avec la douloureuse affaire de l'usine Boillat de Reconvilier, l'Arc jurassien a pris la mesure de l'impuissance politique face à l'arrogance des décideurs financiers. Elle a appris à ses dépens qu'une région privée de pouvoir politique et des leviers de décisions économiques peut, en l'espace de quelques semaines, se voir confisquer ses outils de productions et piller son savoir-faire par des financiers sans foi ni loi, pirates des temps modernes qui dictent leurs propres règles. Les hommes de main au service de cette nouvelle oligarchie de l'actionnaire anonyme n'ont le plus souvent aucune connaissance ni expérience industrielles. Pour eux, seul importe le profit financier à court terme.

À l'heure de célébrer la Fête nationale, je me plais à rappeler ici le discours du 1<sup>er</sup> août prononcé, il y a tout juste dix ans, par le Président de la Confédération. Dans son allocution, feu Jean-Pascal Delamuraz<sup>3</sup> avait alors tenu à s'adresser aux milieux de l'économie dans ces termes prémonitoires :

*« Continuez d'innover, d'investir, de risquer, de transformer vos entreprises. Il n'est pas question de maintenir artificiellement des structures caduques, surtout pas avec l'aide de l'Etat. Mais ne perdez jamais de vue la dimension humaine de vos décisions. Vous avez cette responsabilité, à l'égard de vos collaborateurs, à l'égard du peuple. L'économie est au service de l'homme. Non, le contraire ! »*

**Aussi, bien que mon seul hymne national soit « La Rauracienne », entonnerai-je volontiers le Cantique suisse si « sur nos monts, le soleil annonce un brillant réveil » : celui de la démocratie, de l'État et de la politique.**

C'est avec le même cœur que je chanterai l'hymne national s'il s'agit, ce faisant, de montrer notre attachement à la justice, à l'équité, à l'égalité, à la fraternité et à la solidarité : les valeurs fondatrices de notre pays. Encore faut-il toutefois que cet acte de foi prenne une consistance concrète et vécue dépassant la dimension de l'incantation lyrique. *« Une nation périlite quand l'esprit de justice et de vérité se retire d'elle ».* Suivant en cela l'écrivain français Jean Paulhan, résistant, Grand Officier de la Légion d'honneur, il nous appartient donc de **protéger la Suisse en défendant ces valeurs et notamment sa tradition humanitaire.** Or, le 24 septembre prochain, s'il n'y prend garde, le Peuple suisse risque de commettre l'irréparable. En acceptant les lois sur les étrangers et sur l'asile, il pourrait en effet porter une grave atteinte aux valeurs humanistes qui font la richesse de notre pays et la fierté de ses citoyens. **Tout bon patriote doit donc dire NON aux *lex Blocher* !**

Cet acte patriotique de refus vise aussi à préserver la crédibilité de la Suisse qui, sur le plan international, s'engage pour le respect des droits de l'Homme et qui, à l'intérieur de ses frontières, pourrait appliquer des dispositions manifestement contraires aux conventions internationales qu'elle a pourtant ratifiées. Les nouvelles lois soumises à l'approbation du souverain prévoient une non-entrée en matière pour les requérants d'asile incapables de présenter un papier d'identité dans les 48 heures. Or, une telle

---

<sup>3</sup> Discours du 1<sup>er</sup> août de M. Jean-Pascal Delamuraz, Président de la Confédération, [www.admin.ch/ch/f/cf/alloc/19960801.html](http://www.admin.ch/ch/f/cf/alloc/19960801.html).

disposition mettrait en péril les vrais réfugiés. Le Conseil fédéral l'a lui-même reconnu, il y a quelques années, quand il soulignait à juste titre que « ce sont justement les personnes qui ont indubitablement la qualité de réfugié qui sont souvent dépourvues de papiers d'identité » et que « les engagements de droit international qu'a contractés la Suisse seraient violés si précisément ces personnes étaient exclues de la procédure d'asile ». **Tout citoyen attaché à l'État de droit doit donc refuser ces projets de lois !**

**Ainsi, notre pays pourrait exiger des papiers en bonne et due forme de la femme et de l'orphelin et, dans le même temps, offrir l'impunité du secret bancaire aux marchands du temple qui les ont persécutés.** Notre héritage spirituel nous autorise-t-il à tolérer une telle injustice et chanter encore un autre couplet de notre hymne, qui nous demande « *d'offrir des cœurs pieux à Dieu* », celui qui, « *dans l'orage et la détresse, est notre forteresse* ». **Tout Chrétien doit dire NON aux lex Blocher !**

La Suisse a la mémoire trop courte. Soixante ans plus tard, nous nous apprêtons à réhabiliter les personnes venues en aide aux réfugiés durant la Seconde Guerre mondiale, dont certains ont trouvé leur salut en traversant le Doubs. Or, les mêmes lois prévoient la suppression de l'aide sociale pour les requérants déboutés et des condamnations pénales (au maximum cinq ans de prison et 500'000 francs d'amende) pour les personnes qui chercheraient à aider ces malheureux. Acceptera-t-on que les organisations caritatives, que les Églises, que toutes les personnes de bonne volonté soient traitées comme de vulgaires passeurs corrompus. **Les Justes doivent dire NON à ces lois contre l'asile et contre les étrangers !**

Certains affirment vouloir traquer les abus. En Suisse, un manager peut gagner à lui seul en une année, ce que gagneraient 800 de ses employés. Chacun d'eux devrait donc travailler 800 ans pour parvenir au salaire annuel du patron. Vous avez dit abus ? **Or il se trouve que, dans notre pays, ceux qui traquent les prétendus abus du Pauvre et encouragent les excès du Riche se trouvent souvent dans le même camp ; dans celui des soi-disant vestales qui entretiennent le feu sacré patriotique. Ces fausses vierges se présentent comme les meilleures gardiennes de nos couleurs. Alors qu'en soufflant sur la braise de la haine, de l'iniquité, de la défiance et de l'injustice, elles trahissent nos valeurs, violent nos traditions, piétinent notre Constitution et salissent notre drapeau ! Il faut donc condamner avec force l'action antipatriotique et dégradante pour notre pays de ces populistes déguisés en Guillaume Tell !**

Dans les familles unies, c'est les jours de fête autour de la table de la cuisine que se disent les choses qu'on a sur le cœur. J'ai profité de cette fête binationale pour lancer le cri de mon cœur ; pour vous dire de quelle Suisse je rêve pour mes enfants ou, plutôt, de celle que je ne veux pas ! J'ai saisi l'occasion qui m'a été si aimablement donnée pour partager avec vous mon attente : celle d'un retour de l'homme et des valeurs humanistes au centre de la société et de son économie ! En me conviant à cette confession, vous saviez, M. le Maire, que vous n'aviez pas affaire à un homme qui serre le poing dans sa poche ! J'espère que la franchise de mes propos n'aura heurté personne.

Dans les mêmes familles, les discussions graves et sérieuses sont toujours suivies de belles réjouissances. Il est temps maintenant de laisser place à la fête, à la convivialité et surtout, à l'amitié franco-suisse qui s'exprime de manière admirable chaque année depuis vingt ans ici même à Goumois, ce splendide écrin de verdure enjambant le placide Doubs !

Bonne fête nationale à toutes et à tous ! Merci de votre chaleureux accueil !  
Vive l'amitié franco-suisse, vive l'amitié entre les peuples !

**Maxime Zuber, député-maire de Moutier**